

# Les Echos

TRIBUNE

## Opinion | Pas de transition énergétique sans choc de simplification

Le plan de relance du gouvernement apporte un soutien massif et bienvenu au développement des énergies renouvelables, écrit l'entrepreneur Nicolas Rochon dans une tribune. Mais il doit s'accompagner d'un choc de simplification et profiter à toutes les filières d'avenir.



Par **Nicolas Rochon** (fondateur et président de Rgreen Invest)

Publié le 7 sept. 2020

L'annonce par le Premier ministre Jean Castex d'un plan de relance doté de 100 milliards d'euros marque une étape décisive et constitue une excellente nouvelle pour tous les acteurs engagés dans l'accélération de la transition écologique. Pour autant, la dynamique engagée va désormais devoir se traduire concrètement et rapidement dans les faits pour répondre à l'urgence économique née avec la crise Covid-19 et celle plus ancienne mais impérieuse du changement climatique.

Le potentiel est immense. Selon une étude du Syndicat des énergies renouvelables avec l'aide du cabinet EY, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) permettra la création de près de 100.000 emplois nouveaux dans le domaine des énergies

renouvelables, faisant passer le nombre d'équivalents temps plein directs et indirects de 166.000 aujourd'hui à 264.000 en 2028.

Les acteurs privés investissent et soutiennent déjà des projets de transition énergétique qui sont désormais robustes et rentables. Ils croient fermement que c'est dans les énergies renouvelables que l'avenir réside. A ce titre, **la garantie de Bpifrance à hauteur d'un milliard d'euros** sur les investissements dont la politique favorise, selon une approche durable, le renforcement des fonds propres et quasi-fonds propres des entreprises implantées en France (label «France Relance») constitue un formidable levier. Il va permettre d'accélérer plus encore les financements de projets. C'est une certitude : les investisseurs, grâce à ces garanties, vont jouer le jeu.

## **Simplification administrative**

L'enjeu aujourd'hui n'est pas tant de trouver de l'argent que de créer les conditions qui vont permettre le développement rapide des nouvelles solutions de transitions énergétiques. C'est aussi là que l'Etat peut et doit intervenir. Comment ? En créant un cadre réglementaire qui opère un véritable choc de simplification des démarches administratives. Ces démarches, longues et complexes, entravent aujourd'hui trop de projets qui sont pourtant fiables, environnementalement, technologiquement et financièrement, et qui ne demandent qu'à être déployés dans les territoires.

### **> Opinion | Pourquoi le plan de relance va manquer sa cible**

En soutenant de nouveaux modèles innovants, les aidant à construire un modèle économique solide. Ce sont ces filières d'avenir comme l'agrivoltaïsme dynamique qui doivent également bénéficier de soutien. Favoriser le développement de réseaux de chaleur et l'autoconsommation, dans le cadre de la rénovation des bâtiments, est également indispensable.

Enfin, le support à l'hydrogène n'aura de sens que s'il est couplé au développement de projets robustes d'énergies renouvelables qui permettront de décarboner cette énergie dont les applications pratiques sont, en effet, prometteuses. La transition énergétique est une course contre le temps, et n'est pas qu'une question d'argent. Et c'est maintenant que tout se joue.

**Nicolas Rochon** est fondateur et président de Rgreen Invest.